

Réunion des ministres des finances
Le financement du développement à l'ère de la COVID-19 et après
Le 8 septembre 2020, 8 heures-13 heures

Le 8 septembre 2020, la Vice-Secrétaire générale, la Vice-Première ministre et Ministre des finances du Canada, et le Ministre des finances et de la fonction publique de la Jamaïque ont convoqué virtuellement une quarantaine de ministres et vice-ministres des finances et des représentants de 12 organisations internationales, ainsi que des partenaires institutionnels, des meneurs d'opinion, des représentantes et représentants d'organisations de la société civile et des hauts fonctionnaires, à une réunion de haut niveau des ministres des finances, animée par l'ancienne journaliste de la BBC, M^{me} Nisha Pillai. Cette manifestation est le résultat de mois de travail qui ont suivi la Réunion de haut niveau organisée, le 28 mai, par le Secrétaire général et les Premiers ministres du Canada et de la Jamaïque, laquelle a donné lieu au lancement de l'Initiative sur le financement du développement à l'ère de la COVID-19 et après.

La Réunion ministérielle était l'occasion pour les ministres des finances d'examiner une série de propositions d'action et de fournir un retour d'information sur celles-ci afin de recenser des solutions centrées sur l'être humain qui permettent de parer aux retombées économiques mondiales de la crise liée à la COVID-19 et de jeter les bases d'un avenir durable, résilient et sensible aux questions de genre. Ces propositions représentaient l'aboutissement des travaux de six groupes de discussion chargés de réfléchir aux six questions interdépendantes suivantes : financement extérieur, envois de fonds, emploi et croissance inclusive ; nécessité de reconstruire sur des bases plus durables ; liquidités et stabilité financière mondiales ; vulnérabilité liée à la dette ; mobilisation des créanciers du secteur privé ; flux financiers illicites.

La Vice-Secrétaire générale, M^{me} Amina Mohammed, a souligné, dans son allocution liminaire, que le monde n'a pas encore fait montre de l'unité et de la solidarité qu'exige une riposte globale jamais vue dans l'histoire récente, tandis que M^{me} Chrystia Freeland, Vice-Première ministre et Ministre des finances du Canada, a déclaré que, dans le monde interconnecté d'aujourd'hui, le système de santé mondial et la capacité d'assurer une reprise économique durable dépendent de notre force à tous. Plantant le décor, M^{me} Kristalina Georgieva, Directrice générale du Fonds monétaire international (FMI), a relevé certains signes de reprise économique dans les économies avancées, alertant toutefois sur la nécessité de faire en sorte que les appuis ne faiblissent pas jusqu'à ce que nous puissions redresser l'économie, pour le bien de la communauté mondiale. « Nous prévoyons une reprise qui n'est que partielle et inégale », a-t-elle ajouté.

Tout en se faisant l'écho des appels lancés en faveur d'une riposte globale et coordonnée à la crise, M. Nigel Clarke, Ministre des finances et de la fonction publique de la Jamaïque, a demandé que des mesures ciblées soient prises pour venir en aide aux pays en développement. Soulignant que les pays développés étaient les plus touchés, il a noté que, désormais, l'épicentre de la pandémie de déplaçait vers le monde en développement, où vit plus de 80 % de la population mondiale, mais où la marge de manœuvre budgétaire reste limitée.

Ces observations liminaires ont donné le coup d'envoi des discussions entre les participantes et participants, qui ont souligné que si la COVID-19 était le catalyseur de cette réunion, la pandémie a mis à nu les vulnérabilités endémiques de notre système économique mondial, entraînant des répercussions disproportionnées sur les pays et les groupes vulnérables. Cette année, en raison de la pandémie, la croissance mondiale devrait chuter de 4,9 %, le commerce mondial de marchandises, de 18,5 %, et les envois de fonds mondiaux et les flux de l'investissement étranger direct de 20 % et 40 %, respectivement. Parallèlement, la dette mondiale a atteint un niveau record de 258 000 milliards de dollars des États-Unis au premier trimestre de 2020. Comme l'a dit l'Envoyé spécial pour le financement du Programme de développement durable à l'horizon 2030, du fait de la crise liée à la COVID-19, pratiquement tous les indicateurs que nous espérions voir augmenter sont en baisse, et tous les indicateurs que nous espérions voir diminuer sont en hausse.

En outre, si 11 000 milliards de dollars ont été dépensés au niveau mondial au titre de la riposte budgétaire à la crise, 88 % de cette somme ont été déboursés par les pays à revenu élevé pour investir dans ces mêmes pays, tandis que moins de 2 % ont été déboursés par les pays les moins avancés, ce qui montre à quel point nous sommes loin de faire preuve de la solidarité qu'exige une riposte mondiale globale.

Les effets sur l'économie réelle en ont été ressentis dans des proportions démesurées par les groupes vulnérables du monde en développement. Alors que les progrès en matière de réduction de la pauvreté n'avaient jusqu'ici cessé d'augmenter, la pandémie devrait faire sombrer entre 70 et 100 millions de personnes dans l'extrême pauvreté, ce qui représente le premier revirement de la tendance observée depuis 1998. Parallèlement, 265 millions de personnes supplémentaires pourraient devoir faire face à de graves pénuries alimentaires d'ici à la fin de 2020. On estime à 400 millions le nombre d'emplois perdus au cours du deuxième trimestre de 2020, ce qui a pour effet d'exacerber la précarité des conditions de travail et d'augmenter des taux déjà élevés de travail informel dans le monde en développement.

Pour enrayer ces tendances, les participantes et participants ont souligné la nécessité d'une riposte mondiale forte et urgente dans les domaines touchant aux liquidités mondiales, à la dette et à la mobilisation des créanciers du secteur privé. Soulignant que la pandémie menace de plonger le monde dans une nouvelle récession majeure, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) a souhaité la mise en place d'un Plan Marshall massif qui permette d'injecter dans les économies en développement les liquidités dont elles ont besoin, tandis que le Ghana a appelé le monde à se rassembler de manière coordonnée pour veiller à atténuer une catastrophe qui guette, pour l'année prochaine, lorsque les pays commenceront à déclarer faillite.

Plusieurs pays, dont la France, le Japon, le Pakistan, le Sénégal, la Chine, le Rwanda, l'Éthiopie, l'Arabie saoudite, l'Allemagne et la Norvège, se sont joints au FMI et à la Banque mondiale pour demander l'extension de l'Initiative de suspension du service de la dette aux 73 pays les plus pauvres. L'Allemagne et les Pays-Bas ont toutefois souligné que l'extension de l'Initiative porte sur les liquidités et non sur la solvabilité, plaidant en faveur d'une approche au cas par cas pour les pays en mal de solvabilité. Plusieurs participants ont demandé instamment que soit élargie la

participation à l'Initiative de manière à inclure les pays à revenu intermédiaire vulnérables et les petits États insulaires en développement qui ne remplissent pas actuellement les critères d'admissibilité. L'Union africaine, le Sénégal, le Nigéria et la Gambie ont affirmé que, dans le cas de certains pays, il faudra purement et simplement annuler leur dette, tandis que le FMI et Oxfam ont demandé une plus grande restructuration de la dette et des analyses de la soutenabilité de la dette, Oxfam proposant la création d'un mécanisme de restructuration de la dette souveraine.

Le FMI, la Chine, l'Union européenne, la France, les Pays-Bas, le Pakistan, l'Espagne, la Banque mondiale et les États-Unis d'Amérique sont favorables à une plus grande participation du secteur privé aux initiatives d'allègement de la dette, les États-Unis exhortant les pays en développement qui ont accès aux marchés à emprunter au secteur privé. Le Sénégal a toutefois souligné que la participation du secteur privé à l'Initiative de suspension du service de la dette ne convient pas à tous et a considéré que la question devrait être examinée au cas par cas. Le Pakistan et la Chine, ainsi que plusieurs autres pays, ont appelé les banques multilatérales de développement à se joindre à cette initiative. Le Pakistan a estimé que la participation à l'Initiative de suspension du service de la dette ne devrait pas influencer sur la cote de crédit du pays, tandis que la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) a proposé la création d'une agence de notation indépendante et publique. Plusieurs participants, dont le FMI, la Banque mondiale et les États-Unis, ont également appelé à une plus grande transparence de la dette. Des pays, tant développés qu'en développement, dont le Ghana, le Pakistan, la Chine, le Rwanda, l'Italie, le Sénégal et le Nigéria, de même que la CEPALC et la Chambre de commerce internationale, ont demandé une nouvelle émission de droits de tirage spéciaux (DTS) et la réaffectation des quelque 176 milliards de dollars de DTS inutilisés actuellement détenus par les pays développés. Le FMI a réitéré qu'il élargissait déjà l'utilisation des DTS existants et les transférerait vers les économies en développement à des conditions préférentielles.

Plusieurs participants ont proposé la création de nouveaux fonds et mécanismes qui permettent d'offrir un financement ciblé aux pays vulnérables. Le Costa Rica a appelé à la création d'un fonds de lutte contre les retombées économiques de la COVID-19 visant à offrir des liquidités aux économies en développement moyennant des financements à des conditions favorables et des investissements provenant de banques multilatérales de développement, tandis que la Commission économique pour l'Afrique (CEA) a recommandé la création d'un mécanisme de trésorerie et de soutenabilité destiné à abaisser les taux d'intérêt des pays en développement. La CEPALC a appelé à la création d'un fonds de résilience des Caraïbes permettant de lier l'allègement de la dette à la résilience économique et climatique, tandis que les Maldives ont souhaité la création d'un fonds mondial d'affectation spéciale destiné à aider les États tributaires du tourisme. L'Espagne a proposé un fonds mondial destiné à soutenir l'investissement public et privé pour la localisation, dans le cadre du Fonds commun des Nations Unies pour les objectifs de développement durable.

La nécessité de recapitaliser les banques multilatérales de développement à l'échelle locale, nationale et régionale a également été évoquée tout au long de la discussion, l'International Development Finance Club exhortant les participantes et participants à assister et à contribuer à la toute première réunion mondiale des banques publiques de développement, le Sommet « Finance en commun », qui se tiendra à Paris en novembre 2020.

Établissant des liens le secteur financier et l'économie réelle, les participants ont étudié des propositions d'action liées au financement extérieur, aux envois de fonds, à l'emploi et à la croissance inclusive. Plusieurs d'entre eux, dont le Rwanda, Fidji, l'Indonésie, Sri Lanka et l'Union européenne, notant les liens qui existent entre la santé et le Programme 2030 dans son ensemble, ont soutenu l'appel de la Vice-Secrétaire générale à la mise au point d'un vaccin équitable et largement disponible pour enrayer la pandémie de COVID-19. Le Royaume-Uni a également souligné l'importance de mettre en place des systèmes de santé solides et résilients qui s'appuient sur une couverture médicale universelle.

La Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), entre autres, a souligné que le financement public devrait être canalisé plus efficacement pour contribuer à soutenir les groupes vulnérables. Des participants, dont l'Égypte et la CEPALC, ont appelé à une plus grande utilisation des investissements de la diaspora pour compenser les pertes de revenus dues à la chute des envois de fonds et à la réduction des coûts de transaction de ces envois. Soulignant les taux élevés de travail informel constatés dans les pays en développement et les économies émergentes, l'Égypte a proposé l'offre de transferts en espèces pour les secours d'urgence, la mise en œuvre de systèmes de garantie de l'emploi et la réduction des taxes élevées grevant le travail formel, tandis que l'Espagne, le Danemark et l'Union européenne ont soutenu le renforcement de la protection sociale et des emplois décents, l'Espagne apportant son soutien à la promotion des emplois décents, notamment à l'initiative de l'Organisation internationale du Travail pour un travail décent à 100 pour cent. La Confédération syndicale internationale a également appelé à la création d'un fonds mondial de protection pour les plus vulnérables destiné à aider à l'instauration d'un nouveau contrat social pour l'avenir. Plusieurs pays, dont le Bangladesh, la Chine et la Gambie, ont appelé les pays à atteindre l'objectif de 0,7 % du produit intérieur brut au titre de l'aide publique au développement, conformément au Programme d'action d'Addis-Abeba.

Conscient qu'un avenir de plus en plus numérisé est inéluctable, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) a mis en lumière le potentiel qu'offre la numérisation s'agissant de créer des algorithmes permettant d'approuver des prêts, de renforcer la protection sociale et de réduire le coût des transactions de transfert de fonds, afin de contribuer à réduire les inégalités que la COVID-19 a si manifestement mises à nu. Les Émirats arabes unis ont noté que si la numérisation peut certes accroître l'inclusion financière et faciliter la lutte contre les flux financiers illicites, elle doit néanmoins être gérée correctement pour parer aux risques qui l'accompagnent.

La soutenabilité et la nécessité d'aligner les politiques de relance sur les objectifs de développement durable et sur l'Accord de Paris pour créer un avenir plus résilient, inclusif et durable sont apparues comme un thème transversal dans tous les groupes et fils de discussion. Le Pakistan, la Commission de l'Union africaine et la CEPALC ont soutenu la conversion de créances pour le financement des objectifs de développement durable et les échanges de dettes contre des mesures d'adaptation au climat, afin d'aider à offrir une marge de manœuvre aux pays vulnérables, notamment les petits États insulaires en développement. Le Royaume-Uni, les Pays-Bas, le Danemark, l'Italie, l'Union européenne, la Côte d'Ivoire et d'autres pays ont soutenu

la nécessité d'aligner les initiatives d'investissement privé et public, ainsi que les dépenses publiques, sur les objectifs de développement durable et l'Accord de Paris, et d'intégrer les risques climatiques dans les informations relatives aux risques financiers. Ils ont également appelé les gouvernements à actualiser leurs plans nationaux, y compris les contributions déterminées au niveau national, les stratégies de réduction des risques de catastrophe et les cadres de financement nationaux intégrés, conformément aux objectifs de durabilité. L'Espagne a appelé à l'élaboration de budgets alignés sur les objectifs de développement durable comme moyen de faire avancer la réalisation du Programme 2030 et d'assurer la cohérence entre les politiques publiques. Les participants ont noté que ce travail s'insère dans le cadre d'une initiative actuellement mise en œuvre, au niveau national, en Espagne.

L'Égypte et l'Union européenne ont soutenu le recours aux obligations vertes pour contribuer à préserver les gains environnementaux créés par la COVID-19 et aider les économies à aller de l'avant. La Banque mondiale a souligné qu'elle a augmenté le montant des ressources de l'Association internationale de développement de 50 % et qu'elle le portera à environ 70 milliards de dollars cette année pour soutenir la réduction de la pauvreté, le développement du capital humain et la lutte contre la menace à long terme que représentent les changements climatiques. Le FMI a quant à lui renvoyé à la nécessité de veiller à ce que les autres crises qui menacent – comme la crise climatique – soient correctement prises en compte et traitées, et d'empêcher que les inégalités et la pauvreté – y compris les inégalités entre les femmes et les hommes – ne refassent leur apparition.

Alors que les flux financiers illicites ont longtemps été considérés comme un problème mondial, le besoin urgent de liquidités dans le contexte actuel les a fait apparaître au grand jour. Dans le but de libérer des ressources indispensables, des groupes ont proposé de créer un mécanisme d'intervention rapide aux fins de la transparence pour privilégier les solutions de lutte contre la corruption et contre le blanchiment d'argent. S'appuyant sur les travaux du PNUD en matière de numérisation, plusieurs participants, dont le Nigéria, le Groupe d'action financière (GAFI) et Oxfam, ont souligné l'importance d'utiliser les technologies numériques pour renforcer les échanges automatiques d'informations fiscales, dynamiser les systèmes de lutte contre le blanchiment d'argent conformément aux normes du GAFI, améliorer le respect des obligations fiscales et lutter contre la fraude fiscale et les flux financiers illicites. Le Nigéria a appelé les pays de destination des flux financiers illicites à participer pleinement à la lutte contre ces flux et à la restitution des avoirs volés, tandis qu'Oxfam a demandé à l'ONU d'organiser une convention mondiale sur la fiscalité.

Pour clore les discussions, le Ministre des finances de la Jamaïque, M. Nigel Clarke, a formé le vœu que la volonté et l'élan politiques aident à transposer en actions les options examinées pendant la réunion. Il a également souligné que les femmes ont subi de manière disproportionnée les effets de la crise liée à la COVID-19 et a exhorté les parties prenantes à prendre en compte les questions de genre dans les plans d'intervention. L'ambassadeur du Canada auprès de l'Organisation des Nations Unies, M. Bob Rae, s'exprimant au nom de la Ministre des finances du Canada, Mme Chrystia Freeland, a souligné que la pandémie a un effet non pas nivelant, mais révélateur, qui risque d'amplifier les inégalités systémiques existant dans notre système si des mesures urgentes ne sont pas prises, dès à présent, pour y remédier.

Pour conclure, la Vice-Secrétaire générale a pris conscience du sentiment renouvelé de l'urgence qu'il y a à présenter aux chefs d'État et de gouvernement, le 29 septembre, une série d'options stratégiques ambitieuses mais réalistes. Elle a pris note de la nécessité d'adopter des politiques qui permettent d'offrir un répit aux pays vulnérables en leur garantissant la disponibilité des ressources, tout en soulignant qu'il convient de mettre en œuvre des propositions audacieuses, telles que le revenu de base inconditionnel et une couverture sanitaire universelle, pour jeter les bases d'un avenir plus résilient. Enfin, elle a exhorté les participants à sortir de cette crise en formant un front uni, notant qu'il n'existe pas de vaccin qui puisse régler rapidement et simplement la crise socioéconomique à laquelle nous faisons face aujourd'hui.